

Feu vert pour couvrir la N 13

TRANSPORTS. L'axe Paris - La Défense est emprunté chaque jour par 160 000 véhicules. Le projet de la couverture de la N 13 devrait aboutir. Le ministre des Transports l'a confirmé. Reste à boucler le financement de l'opération.

A PRÈS QUINZE ANS de tergiversations, le gouvernement donnera cette semaine son feu vert au principe d'une couverture de la N 13 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), comme nous l'annonçait aujourd'hui le ministre des Transports, Dominique Perben (*lire ci-dessous*). Cent soixante mille véhicules empruntent chaque jour l'avenue Charles-de-Gaulle, entre la porte Maillot et La Défense. « C'est un peu comme si on vivait le long du périphérique », déplore une Neuillienne dont les fenêtres surplombent la nationale. Les embouteillages y sont si fréquents que les riverains l'ont rebaptisé « l'autoroute Charles-de-Gaulle ».

À l'issue d'un débat public de plusieurs mois lancé cette année, experts de l'Équipement, habitants et élus locaux sont tous tombés d'accord

sur la nécessité d'enfourner la N 13, considérée comme le second axe le plus fréquenté d'Europe ! Restait à obtenir le feu vert de l'État. Ex-maire de Neuilly et président du conseil général des Hauts-de-Seine, Nicolas Sarkozy a pesé de tout son poids pour convaincre son collègue des Transports de l'intérêt de l'opération.

Le projet est estimé à plus de 750 millions d'euros

« Aucune voie de circulation, en dehors des autoroutes, n'atteint ce niveau de trafic, et aucune ville, hormis Neuilly, n'est traversée par un tel axe », soulignait le ministre de l'Intérieur en février dernier lors du lancement du débat public. Le conseil régional, dirigé par le socialiste Jean-

Paul Huchon, n'est pourtant pas convaincu. « Nous sommes favorables aux projets qui permettent d'améliorer la qualité de vie, que ce soit à Neuilly ou à Pantin, mais la couverture de la N 13 est une opération très coûteuse que nous ne considérons pas comme une priorité », indique Serge Méry, vice-président en charge des transports à la région.

Nicolas Sarkozy soutient pourtant que l'enfouissement de l'avenue est un « projet stratégique d'ampleur nationale » qui concerne l'axe « Paris-Normandie ». Il parle de la circulation des voitures dans deux tubes souterrains permettra « de fluidifier le trafic de tout l'Ouest parisien », en particulier la liaison entre la capitale et

le quartier d'affaires de La Défense. Mais qui payera un chantier aussi pharaonique, estimé à plus de 750 millions d'euros ?

Les collectivités publiques (État, conseil général, région, ville) n'en auront pas les moyens. Le ministère des Transports appelle donc les élus à « trouver un plan de financement astucieux ». Un partenariat avec des sociétés privées est envisagé et l'installation d'un péage n'est pas exclue. « L'État a franchi un pas en donnant son accord de principe, se réjouit un élu UMP des Hauts-de-Seine. Mais il n'a pas fixé de calendrier précis et ne s'est pas engagé financièrement. Autant dire que les travaux sont loin d'avoir commencé. » **FRÉDÉRIC MOUCHON**

« Un problème d'environnement »

DOMINIQUE PERBEN, ministre des Transports

L'État doit se prononcer cette semaine sur le projet de couverture de la N 13 à Neuilly-sur-Seine. Qu'avez-vous décidé ?

■ **Dominique Perben.** La question était de savoir s'il faut ou non enfouir cette nationale. Au regard des conclusions du débat public organisé ces derniers mois à la demande de l'État, la réponse est clairement oui. Et mon intention est donc de confirmer ce projet. Il y a, à l'évidence, un problème d'environnement considérable pour les riverains de cette nationale en termes de nuisances sonores et de pollution.

Mais est-ce possible techniquement et surtout financièrement ?

Ce projet ne se réalisera pas d'un coup de baguette magique. Les travaux sont très complexes techniquement et ne pourront se

faire que par sections. Il faut par ailleurs réfléchir au raccordement avec la porte Maillot. Le coût de l'opération étant par ailleurs très important, il est nécessaire de trouver des solutions de financement qui pèsent le moins possible sur les dépenses publiques.

Pour le président PS de la région, Jean-Paul Huchon, ce projet n'est pas une priorité.

L'État devait donner sa position de principe sur cette opération, comme il le fait pour de nombreux projets en Ile-de-France. Je constate que la région, elle, ne s'est pas exprimée sur ce dossier lors du débat public. Le passage de 160 000 véhicules par jour sur une route nationale à l'ouest de Paris est pourtant un enjeu régional et j'estime que cela justifie la couverture de la N 13.

PROPOS RECUEILLIS PAR F.M.



NEUILLY-SUR-SEINE (HAUTS-DE-SEINE). La nationale 13 est considérée comme le second axe le plus fréquenté d'Europe. (DR.)